

# BULLETIN D'INFORMATION

## APRÈS QUE L'ACCUSATION AIT FAIT APPEL, 6 ACCUSÉS ONT ÉTÉ EMPRISONNÉS DANS L'AFFAIRE D'IMMIGRATION CLANDESTINE ET CONDAMNÉS À UNE AMENDE DE 3 MILLIONS DE LIVRES

La Chambre criminelle d'appel pour les crimes de terrorisme et d'immigration illégale, présidée par le juge Khaled Al-Shabasy et composée des juges Mohamed Al-Qursh et Tamer Al-Fangary, ainsi que du procureur général Abdullah Al-Derabaly, a accepté l'appel du parquet contre l'acquiescement de 6 des 14 accusés. Précédemment, des peines avaient été prononcées à l'encontre de 9 accusés, tandis que 6 autres avaient été acquittés. Suite à l'appel du parquet, la cour a déclaré coupables les personnes acquittées et les a condamnées à 10 ans de prison. La cour a également accepté l'appel du parquet concernant l'amende, l'augmentant de cinq cent mille à trois millions de livres égyptiennes pour chaque accusé, en raison de leur implication dans le recrutement et le transport de jeunes à l'étranger via l'immigration illégale.

Des informations et des rapports avaient été reçus par les agences de sécurité concernant un gang criminel faisant passer clandestinement des jeunes à travers la frontière de Saloum vers Chypre, puis vers l'Italie, moyennant des sommes d'argent importantes allant de 30 000 à 400 000 livres égyptiennes par personne.

Les investigations ont révélé qu'un gang criminel dirigé par un ingénieur agricole et un entrepreneur était à l'origine de l'opération. Les accusés étaient basés à Kafr El-Sheikh, Mansoura, Samanoud, Menoufia et Qalyubia.

L'équipe d'enquête criminelle a découvert que les accusés avaient des rôles divisés parmi eux, notamment attirer et recruter des jeunes, collecter de l'argent auprès d'eux et contacter leurs familles après leur départ du pays. Toutes les conversations entre les accusés et les familles des jeunes ont été surveillées. Les investigations ont révélé que les accusés avaient obtenu près de 18 millions de livres égyptiennes des victimes et de leurs familles.

Le raisonnement de la cour a souligné que la culpabilité des accusés était prouvée hors de tout doute par des preuves tangibles et verbales. Il a été établi qu'ils recevaient des paiements financiers de la part de personnes souhaitant voyager sur leurs téléphones portables et à travers diverses applications, transférant ces montants au chef du gang et à certains de ses collaborateurs. Les enregistrements téléphoniques, autorisés par le ministère public, contenaient des conversations confirmant leurs crimes, organisant les dates de voyage, les réunions et la communication continue avec le chef du gang.



## LA CÔTE ATLANTIQUE EST UNE VOIE QUI PRÉSENTE DES DÉFIS POUR LE MAROC ET SES PARTENAIRES FACE À LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Aujourd'hui, le Maroc fait face à d'importants défis posés par la migration irrégulière, notamment depuis le sud le long de la côte atlantique du royaume. Cela inclut les côtes de la Mauritanie, du Sénégal et de la Gambie, où opèrent de manière extensive et sans précédent des réseaux de trafic humain et de migration irrégulière. Cette situation est exacerbée par la concentration de la criminalité organisée et des groupes terroristes dans les régions occidentales et sahéliennes de l'Afrique, soutenus par des pays visant à déstabiliser la sécurité et la stabilité dans de nombreux États voisins.

Cette route maritime, considérée comme la plus dangereuse par rapport aux chemins précédemment plus sûrs, est périlleuse en raison des longues distances maritimes et des nombreux incidents de noyade enregistrés. L'océan Atlantique, connu en géographie sous le nom de mer des Ténèbres, n'est pas comme la mer Méditerranée, point de rencontre des continents européen et africain et berceau des civilisations méditerranéennes.

Les côtes sud du royaume présentent un défi de surveillance en raison de leur étendue, nécessitant des ressources financières, logistiques et humaines substantielles. Cela est exploité par des réseaux actifs dans la migration irrégulière.

Le déplacement de la migration irrégulière du nord vers le sud du Maroc est principalement dû au renforcement des mesures dans la mer Méditerranée et à la coopération significative entre le Maroc, l'Espagne et les pays méditerranéens.

## LES OPPOSANTS APPELLENT LA TURQUIE À AMENER LES PERSONNES DÉPLACÉES DANS SES « ZONES » DU NORD DE LA SYRIE



Les personnes déplacées du nord de Homs ont lancé un appel à Ankara pour accélérer leur entrée dans la ville d'Al-Bab, dans le nord de la Syrie, après avoir été empêchées de traverser le poste de contrôle d'Abu al-Zandin près de la ville. Pendant ce temps, l'armée turque a établi un nouveau point d'observation à l'ouest d'Alep.

Le réseau de l'opposition "Smart" a rapporté que "la situation humanitaire est très critique, sans nourriture, eau ni installations sanitaires, au milieu de fortes précipitations." Le rapport a noté que "le convoi comprend un grand nombre de blessés de guerre, d'enfants et de femmes, et qu'une femme âgée est décédée d'une crise cardiaque, son corps se trouvant toujours à l'intérieur d'une ambulance appartenant à l'organisation du Croissant-Rouge syrien."

Le "Comité de négociation" dans le nord de Homs et la campagne sud de Hama a communiqué avec la délégation russe, qui leur a informé que le départ des zones contrôlées par les forces du régime est autorisé, mais que les autorités turques entravent l'entrée.

Ce déplacement fait suite à un accord entre le "Comité de négociation" pour le nord de Homs et le sud de Hama avec une délégation russe de la base militaire de Hmeimim. L'accord stipulait un cessez-le-feu et un déplacement.

Auparavant, des dizaines de résidents et d'activistes de la ville d'Al-Bab ont organisé une manifestation mardi, condamnant l'empêchement par les autorités turques du premier convoi de personnes déplacées du nord de Homs d'entrer dans la région.

Dans un contexte connexe, des officiers turcs ont promis à des personnes déplacées du sud de Damas qu'elles seraient relocalisées dans la région d'Afrin (à 42 kilomètres au nord-ouest d'Alep) dans le nord de la Syrie après la préparation de centres d'hébergement pour elles.

Les autorités turques avaient initialement empêché les convois transportant des personnes déplacées de la Ghouta orientale d'entrer dans les zones du "Bouclier de l'Euphrate" en raison d'un "manque de coordination avec elles". Cependant, elles ont rapidement annulé cette décision suite à des manifestations et des protestations populaires, selon "Smart".

## Une organisation des Nations Unies : Le bilan du naufrage d'un bateau de migrants au Yémen s'élève à 56 morts et 129 disparus



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une agence des Nations Unies, a annoncé mercredi que le bilan des victimes du naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes du Yémen il y a environ deux semaines s'élevait à 56 morts, avec 129 personnes encore répertoriées comme disparues.

Dans un rapport consulté par l'agence de presse allemande DPA, l'agence des Nations Unies a déclaré : "Le 10 juin 2024, un bateau transportant 260 migrants a chaviré au large des côtes du Yémen près du gouvernorat de Shabwa, entraînant la mort confirmée de 56 personnes, avec 129 autres toujours portées disparues."

Pour la première fois, le rapport a révélé des détails sur l'incident, indiquant que "les passeurs ont ordonné à tous les passagers de sauter à la mer en raison de vents violents qui faisaient que le bateau surchargé se remplissait d'eau, ce qui aurait entraîné son chavirement."

Le rapport de l'ONU a ajouté : "Beaucoup d'entre eux étaient jeunes, âgés entre 15 et 25 ans. Alors que certains essayaient de sauver leurs compagnons de l'eau, d'autres pleuraient leurs amis qui avaient péri noyés."

Le rapport a souligné que "la scène était chaotique et horribile, avec des gens criant sur le rivage et dans l'eau, luttant pour leur vie pendant environ quatre heures."

Le 10 juin, l'organisation avait annoncé qu'un bateau de migrants (venant de la corne de l'Afrique) avait coulé au large des côtes du Yémen, entraînant la mort de 49 personnes et la disparition de 140 autres.



## ARRESTATION D'IMMIGRANTS IRRÉGULIERS À SABRATHA

La Direction de la sécurité de Sabratha a annoncé tôt ce dimanche l'arrestation d'un certain nombre de migrants irréguliers dans la ville.

Dans un communiqué, la direction a mentionné que "des patrouilles d'investigation et d'arrestation affiliées à la direction ont effectué des descentes dans plusieurs lieux utilisés illégalement pour héberger des migrants dans le centre-ville." Le communiqué a noté que "plusieurs individus de diverses nationalités, entrés dans le pays par des moyens irréguliers, ont été arrêtés, et des mesures ont été prises à leur encontre, les plaçant en détention."

- Dbeibeh discute des préparatifs pour le "Forum sur la Migration" avec les ambassadeurs de l'UE

- Suivant l'exemple de la Libye, la Tunisie établit une zone de recherche et de sauvetage en Méditerranée

- Baour discute des préparatifs pour la conférence sur la migration à Tripoli avec l'ambassadeur italien

Les efforts de la Libye dans la lutte contre la migration irrégulière, en tant que pays de transit, ont été reflétés dans les déclarations du Premier ministre italien Giorgia Meloni plus tôt ce mois-ci. Elle a annoncé que "le nombre de migrants irréguliers a diminué de 60% par rapport à la même période l'année dernière," attribuant cette réussite aux "relations de coopération avec les pays d'Afrique du Nord, principalement la Tunisie et la Libye."



## UN ÉRYTHRÉEN NON IDENTIFIÉ S'EST NOYÉ APRÈS UNE TENTATIVE D'IMMIGRATION ILLÉGALE AU NORD DE L'ÉGYPTE

Le ministère égyptien de la Santé a confirmé la mort de deux personnes et le sauvetage de cinq autres personnes de la noyade lors d'une tentative d'évasion en sautant à la mer après que les gardes-frontières ont attaqué un bateau impliqué dans une migration illégale au large de Kafr El-Sheikh, dans le nord du pays. Egypte. Les forces ont également réussi à arrêter environ 200 autres individus de diverses nationalités qui se trouvaient à bord du bateau.

Le Dr Hossam Abdel Ghaffar, porte-parole du ministère égyptien de la Santé, a déclaré ce matin dans une interview aux médias que l'incident avait fait cinq blessés et un mort. Cependant, des sources au sein du ministère de la Santé ont confirmé plus tard deux décès ; l'un serait de nationalité érythréenne, tandis que l'autre n'est toujours pas identifié. Abdel Ghaffar a expliqué que tous les blessés se trouvent dans un état stable après avoir reçu des soins pour des blessures mineures.

Tôt ce matin, les gardes-frontières égyptiens ont appréhendé environ 200 personnes de différentes nationalités alors qu'elles tentaient de migrer illégalement vers l'Italie via les côtes égyptiennes. Les forces des garde-côtes ont également sauvé de la noyade cinq personnes, toutes de nationalité somalienne. Les blessés et les deux décédés sont tombés à l'eau suite à une bousculade alors qu'ils tentaient de fuir alors que le bateau était intercepté. La recherche d'autres corps est toujours en cours.



## LES NATIONS UNIES ÉTENDENT LEUR PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE POUR LES RÉFUGIÉS SOUDANAIS EN LIBYE ET EN OUGANDA



Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi qu'il avait décidé d'élargir son plan d'assistance pour le Soudan pour inclure deux pays supplémentaires, la Libye et l'Ouganda, à la suite de l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés ces derniers mois.

Le porte-parole du HCR, Ewan Watson, a déclaré aux journalistes à Genève que au moins 20 000 réfugiés sont arrivés en Libye depuis l'année dernière, avec un nombre d'arrivées en augmentation ces derniers mois. Pendant ce temps, au moins 39 000 réfugiés soudanais sont arrivés en Ouganda, selon Reuters.

Watson a ajouté : "Cela ne fait que mettre en lumière les situations désespérées et les décisions prises par ceux qui se retrouvent dans des endroits comme la Libye, ce qui est, bien sûr, extrêmement difficile pour les réfugiés en ce moment."

Un document du HCR indiquait que le nombre de réfugiés soudanais en Libye devrait atteindre 149 000, et en Ouganda 55 000, d'ici la fin de l'année.

## Bilan international : la Libye compte plus de 725 mille migrants

Le nombre de migrants est le plus élevé depuis que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a commencé à collecter des données en Libye en 2016, bien qu'il reste inférieur au nombre total de migrants avant 2011, estimé à environ 2,5 millions.

L'OIM a enregistré 725 304 migrants de 44 nationalités dans 100 municipalités libyennes. Ces informations ont été publiées dans un rapport de l'organisation jeudi, mettant en lumière l'afflux continu de personnes déplacées soudanaises dans le sud et l'est de la Libye.

Le rapport de la Matrice de suivi des déplacements (DTM), basé sur la collecte de données réalisée en mars et mai, a montré une augmentation de 1 % du nombre de migrants, une légère hausse par rapport au dernier recensement effectué en décembre.

Le programme a noté que le nombre actuel de migrants est le plus élevé depuis le début de la collecte de données en 2016, mais reste inférieur au nombre total de migrants avant 2011, estimé à environ 2,5 millions.

Selon le rapport, les personnes déplacées soudanaises continuent d'affluer vers Kufra et d'autres endroits dans l'est de la Libye en raison du conflit en cours dans leur pays d'origine.

La DTM a également observé une augmentation du nombre de migrants dans les zones côtières de l'est et de l'ouest de la Libye, cherchant "de meilleures opportunités de subsistance, notamment dans des secteurs tels que la construction, le pétrole, le commerce et l'agriculture, ainsi que la situation sécuritaire relativement stable dans certaines municipalités".



## AVANT LES ÉLECTIONS... LES ACTIONS ANTI-IMMIGRATION SE MULTIPLIENT EN FRANCE

Dans le nord de la France, où le parti Rassemblement National a obtenu les meilleurs résultats aux élections européennes, les associations d'aide aux migrants se disent prudentes et condamnent les opinions racistes et les actions dirigées contre les migrants. Plusieurs incidents ont été enregistrés ces derniers jours.

Dans une interview avec MigrantNews, Claire Melot, Vice-Présidente de l'Association Salam pour l'Aide aux Migrants, a exprimé son désarroi face à la situation dans le nord de la France, déclarant : "Depuis des années, Mme Bouchart (la maire de Calais) essaie de faire peur en disant 'Vos enfants sont en danger', mais quel est ce danger ? Les migrants ne vont pas kidnapper les enfants français avant de partir de l'autre côté de la Manche ! Faire de telles déclarations est irresponsable. Et maintenant, regardez la situation."

La situation à laquelle elle fait référence se déroule à 50 kilomètres de là, à Dunkerque, plus précisément dans le camp de "Loon-Plage", où vivent des centaines de migrants. Dans la nuit du 13 au 14 juin, le réservoir qui alimente en eau potable les migrants a été délibérément contaminé par quelqu'un de l'extérieur du camp, avec un liquide bleu versé dans le réservoir.

Claire Melot poursuit : "Il y avait un goût sucré, comme l'ont rapporté des témoins, et ce n'était pas les autorités qui étaient responsables de cela. Nous pensons qu'il s'agissait d'un acte isolé", confirmant qu'une plainte a été déposée et qu'une bouteille d'eau a été envoyée pour analyse.



## UN TRIBUNAL ÉGYPTIEN ORDONNE L'EMPRISONNEMENT DE 56 ACCUSÉS DANS L'AFFAIRE DU NAUFRAGE D'UN BATEAU D'IMMIGRANTS ILLÉGAUX

Une cour égyptienne a condamné 56 accusés à des peines de prison allant de deux à 13 ans dans le cas du naufrage d'un bateau de migrants ayant entraîné la mort de 203 personnes. Le tribunal de délit de Rashid a prononcé dimanche diverses peines de prison contre les 56 accusés et a acquitté un accusé dans l'affaire du naufrage illégal du bateau de migrants au large de Rashid. Ils étaient accusés d'homicide involontaire, de fraude, de recel de criminels et d'emploi non autorisé.

Selon la loi égyptienne, les tribunaux de délit peuvent prononcer des peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans, sauf lorsque les accusés sont jugés en vertu de lois spéciales imposant des peines plus sévères. De plus, le tribunal peut condamner un seul accusé pour plusieurs crimes.

Le procureur public a accusé les accusés d'homicide involontaire, de négligence, d'imprudence, d'utilisation du bateau "Al-Rizk Bi'ithn Allah" à des fins non autorisées, de ne pas avoir fourni un équipement de sauvetage suffisant, mettant ainsi en danger la vie des enfants, de pratiquer le recrutement de main-d'œuvre à l'étranger sans licence, et d'utiliser les bateaux "Ghazal Al-Jadida" et "Hajj Fathi Abdeen" en violation de leurs conditions de licence, entraînant la mort de 203 personnes.



## IMMIGRATION CLANDESTINE À BORD DE JET SKIS...UNE NOUVELLE ASTUCE QUI ENVAHIT LE MAROC



Entre le 1er janvier et le 25 juin, 3500 migrants illégaux victimes de politiques anti-noirs en Tunisie ont sollicité l'assistance de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour retourner dans leurs pays d'origine. Ce chiffre représente une augmentation de 200 % par rapport à l'année précédente.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, environ 3500 migrants ont demandé un "retour volontaire" du Maroc vers leurs pays d'origine entre le 1er janvier et le 25 juin 2024, ce qui représente une augmentation de 200 % par rapport à la même période en 2023. Les nationalités les plus touchées incluent les Gambiens, les Burkinabés et les Guinéens, selon la même source.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux considère cette augmentation comme peu surprenante, citant les conditions de vie difficiles des Africains subsahariens dans le pays. Beaucoup ont perdu leur emploi et leur logement à la suite de la rhétorique sévère du président Kaïs Saïed en février 2023, les accusant de "violence et de criminalité" et les tenant responsables d'un "plan criminel" visant à "changer la composition démographique" de la Tunisie.

Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, il y a actuellement 23 000 migrants irréguliers dans le pays, ce qui représente 0,2 % de la population.

Cet incident n'est pas le premier où des navires humanitaires ont rencontré des bateaux naufragés similaires. Le vendredi 7 juin, le navire "Geo Barents", exploité par Médecins Sans Frontières, a récupéré les corps de 11 migrants dérivant en mer au large de la côte libyenne. Le 28 mai, les équipes de secours de SOS Méditerranée ont retrouvé le corps sans vie d'un enfant de six mois dans un bateau de migrants en dérive.

## La police italienne arrête deux Égyptiens soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre de 10 migrants alors qu'ils traversaient la Méditerranée

Les médias italiens ont rapporté il y a deux jours, le 30 juin, que la police a arrêté deux ressortissants égyptiens arrivés à Lampedusa le 17 du même mois. Le Parquet d'Agrigente et le Parquet pour les événements de Palerme ont émis des mandats d'arrêt les accusant d'avoir facilité l'entrée de 51 migrants illégaux en Italie, dont la plupart sont originaires du Pakistan et du Bangladesh.

Les autorités affirment que les jeunes hommes ont dirigé et navigué le bateau inadapté à des fins lucratives, mettant indirectement en danger la vie et la sécurité des passagers, ce qui a entraîné des décès. Le voyage a conduit à l'asphyxie de 10 Bangladais à l'intérieur de la cale du bateau, avec des blessures signalées parmi d'autres migrants, selon la même source.

Les événements ont eu lieu aux premières heures du 17 juin, lorsque le voilier "Nadir", un bateau en bois d'environ 10 mètres de long, a été trouvé dans les eaux internationales à environ 47 milles nautiques au sud de l'île de Lampedusa. Il transportait 51 migrants et 10 corps entassés dans sa cale. Les patrouilleurs de la garde côtière italienne ont secouru les 54 migrants et remorqué le voilier "Nadir" avec les 10 corps jusqu'à Lampedusa.

Les survivants ont indiqué que le bateau avait quitté Zuwara, en Libye. Les premières informations ont révélé la présence de plusieurs nationalités à bord, notamment environ 30 Bangladais, ainsi que des Pakistanais, Syriens et Égyptiens.

